

Le Burundi rejette toute observation internationale des prochaines élections

PANA, 11 janvier 2020 L'observation internationale des prochaines élections nationales jugée « inutile » par le président du Sénat burundais Bujumbura, Burundi - « On n'a besoin ni de Belges, ni de Français, ni d'Américains pour observer le déroulement des prochaines élections nationales qui débutent par la présidentielle, en mai prochain, d'ailleurs sans doute, vendredi, le président du Sénat burundais, Ruvyiron Ndikuriyo, sur les antennes de la radiotélévision publique (RTNB).

Les élections seront organisées « par les Burundais pour les Burundais » et « avec les moyens des Burundais », a-t-il motivé son rejet, dans un contexte encore marqué par la méfiance envers la communauté internationale depuis les présidentielles nationales de 2015, jugées contraires aux normes démocratiques admises. Autour de 40 millions de dollars américains ont été dépensés pour financer les prochaines élections, sur fonds propres de l'Etat burundais et des contributions citoyennes, indique-t-on du côté du pouvoir. Par ailleurs, « ce n'est pas un match qu'ils viennent assister », a enchaîné le président du Sénat, en même temps président de la Fédération de Football du Burundi. A la veille des élections de 2015, le Sénat burundais avait encore fait parler de lui, en prenant l'initiative de saisir la Cour constitutionnelle au sujet de la légalité du troisième quinquennat controversé du président sortant, Pierre Nkurunziza, qu'il a fini par obtenir. Les opposants se basaient sur l'accord inter-burundais de paix, signé à Arusha, en Tanzanie, en 2000, et dont une des dispositions excluait plus de deux mandats consécutifs à la tête de l'Etat pour éviter l'accord politique d'Arusha avait permis de mettre fin à une décennie de guerre civile caractérisée ethniquement au Burundi. La mouvance présidentielle, quant à elle, mettait en avant la Constitution nationale, moins explicite sur le nombre de mandats présidentiels autorisés. Pour la mouvance présidentielle, le premier mandat « n'en comptait pas un ». Le chef de l'Etat burundais avait été élu au suffrage universel indirect par le parlement en 2005. Des manifestations de rue nées avaient rien fait non plus pour dissuader le président burundais de renoncer à son troisième mandat. Face à la montée des tensions électorales, de nombreux Burundais ont choisi de fuir le pays par centaines de milliers. Le chef de l'Etat burundais a déclaré publiquement qu'il ne se représenterait pas aux prochaines élections nationales toutefois de candidat pour le moment connu sa succession au sein du parti présidentiel. L'annonce n'a toutefois débouché sur la crispation du climat politique national qui reste à régler, en l'absence de dialogue entre le pouvoir et les principaux acteurs de l'opposition qui s'activent depuis leur exil à l'étranger, notent les observateurs. Dans le cadre de la CENI, le scrutin présidentiel sera couplé aux législatives et aux municipales, le même jour du 20 mai prochain. L'élection des sénateurs, quant à elle, interviendra le 20 juillet, celle des conseils de collines et de quartiers, les plus petites entités administratives du pays, le 24 août. Le scrutin présidentiel a enregistré trois candidatures. Il s'agit de Mme Fidèle Nibigira, de l'Alliance pour la Paix, la Démocratie et la Réconciliation (APDR), Léonce Ngendakumanzi, leader majoritaire du Front pour la Démocratie au Burundi (Sahwanya-FRODEBU/FRODEBU originel) et de Kefa Nibizi, du FRODEBU-Nyakuri/FRODEBU (originaire). Tous les trois candidats sont issus de l'opposition extraparlamentaire.